


La marche vers les objectifs

*Sanjeev Gupta, Brian Hammond, Richard Leete
et Eric Swanson*



L EST FACILE de perdre de vue aussi bien les améliorations qui ont marqué, au fil des ans, la vie des pauvres dans beaucoup de pays en développement que le manque de progrès dans de nombreux pays où des millions de personnes vivent toujours dans le dénuement, privées d'instruction et affligées par la maladie, où les inégalités entre les sexes persistent, et où les droits de la personne les plus fondamentaux sont bafoués. La difficulté de mesurer les progrès et de les poursuivre est source de frustration et de désespoir dans les pays en développement et a contribué au cynisme et à la lassitude des pourvoyeurs d'aide dans les pays riches. Et, à défaut de bilan clairement établi, il est difficile de voir quels aspects de la lutte contre la pauvreté ont donné les meilleurs résultats et de tirer les conséquences de nos erreurs.

En 1996, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiait un rapport intitulé, *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle*, qui dégagait sept objectifs de développement parmi les accords et résolutions issus des conférences organisées par l'ONU durant la première moitié des années 90 (voir l'encadré). Et dans son allocution à l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du FMI en 1999, Michel Camdessus en faisait «sept engagements pour un développement durable». Dans l'avant-propos du rapport *Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement*, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le Secrétaire général de l'OCDE, Donald Johnston, le Directeur général du FMI, Horst Köhler, et le Président du Groupe de la Banque mondiale, James Wolfensohn, déclarent que «nos institutions s'emploient à faire de ces objectifs de développement un cadre commun pour nos actions et nos programmes, et pour mesurer notre efficacité». Ces objectifs sont énoncés dans la récente Déclaration du Millénaire des Nations Unies faite par les chefs d'État et de gouvernement.

Le présent article est fondé sur le document intitulé Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement, publié en juin 2000 par la Banque mondiale, le FMI, les Nations Unies et l'OCDE, le premier rapport qui ait été signé par les dirigeants des quatre institutions. Les auteurs de l'article ont participé à la rédaction du rapport, disponible en anglais, espagnol et français sur le site Internet <http://www.paris21.org/betterworld>.

internationaux de développement

Ces objectifs ont ainsi été reconnus comme des mesures du succès ou de l'échec des programmes de développement. Mais quelles sont nos chances de les atteindre? Il n'est pas possible de répondre avec une certitude absolue, mais certaines tendances se dessinent.

Que faudra-t-il pour atteindre les objectifs?

Il faut commencer par donner aux pauvres des moyens d'action — opportunités, protection de leurs droits, capacité de s'organiser et responsabilisation des gouvernements envers eux.

Il ne peut y avoir de recul de la pauvreté sans croissance économique. Il est vital que les économies en développement et en transition accroissent durablement les revenus réels par habitant. En outre, la croissance doit créer des possibilités d'activités génératrices de revenus pour les pauvres, y compris les femmes, et leur donner plus largement accès aux actifs. Cela suppose des politiques économiques saines, bien équilibrées et soutenables.

La lutte contre la pauvreté suppose aussi d'investir dans les services sociaux essentiels, en particulier destinés aux pauvres. Les pays doivent procurer aux pauvres des services de haute qualité et efficaces en termes de coûts et des filets de protection efficaces en période de crise. Et ils doivent accroître leur taux d'épargne et affecter judicieusement leurs ressources limitées à des programmes productifs.

Les pays à haut revenu doivent eux aussi assumer leurs responsabilités. Ils doivent réduire les droits de douane et autres obstacles aux importations des pays en développement et accroître leur aide, en particulier à ceux qui l'utilisent efficacement. La plupart des pays de l'OCDE se sont fixé un objectif d'aide de 0,7 % du PNB, mais peu l'ont atteint. L'allègement de la dette de la plupart des pays lourdement endettés libérera des ressources qui pourront servir à soutenir leur stratégie de réduction de la pauvreté.

Les pays en développement ont encore un certain nombre de défis de taille à relever. La mondialisation offre d'énormes possibilités de croissance et de développement social, mais il faut des réformes pour en tirer parti. L'ouverture des marchés peut aider les pays pauvres à bénéficier du développement des échanges et des nouvelles technologies. Mais les réformes structurelles peuvent être douloureuses. Les privatisations, la mobilité des capitaux et la déréglementation des marchés ont affaibli le rôle de l'État, posé des problèmes à certaines démocraties et n'ont pas procuré les avantages promis aux pays pauvres.

Un autre défi, tout aussi important, est de contenir la propagation du VIH/sida qui a fait presque 3 millions de morts en 1999 et appauvrit les nations, les communautés et les fa-

milles. La Déclaration du Millénaire de l'ONU affirme la volonté d'enrayer la propagation du VIH/sida, du paludisme et des autres grandes maladies et d'inverser la tendance actuelle d'ici à 2015. Pour y parvenir, il faudra davantage de ressources et des efforts redoublés. En particulier, le coût des programmes de prévention et de traitement du VIH/sida et autres maladies devra être plus abordable pour les pays pauvres.

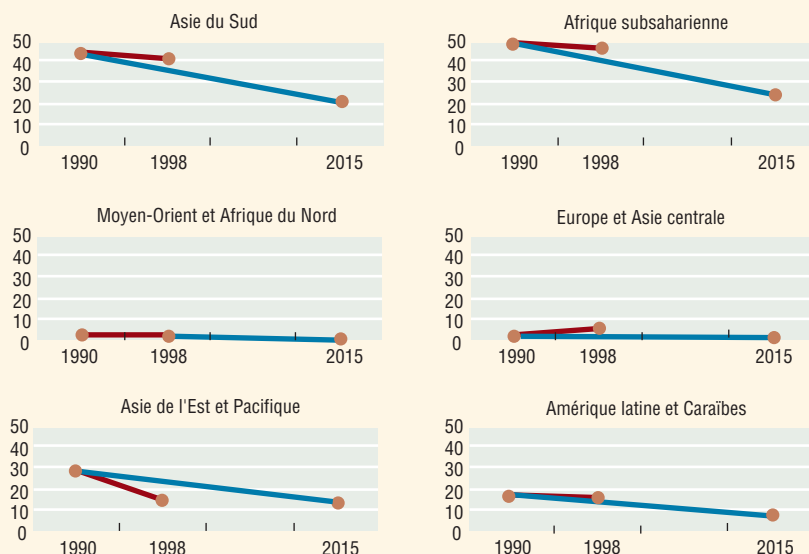
L'un des grands mérites des objectifs internationaux de développement est qu'ils sont définis par un ensemble de buts précis à atteindre dans un délai donné. Mais les progrès sont trop lents pour que tous les pays pauvres atteignent les sept objectifs, et de nouveaux défis surgiront sans aucun doute, qui les rendront encore plus difficiles à réaliser. Nous devons nous engager à atteindre ces objectifs dans tous les pays, en dépit des difficultés auxquelles nous nous heurtons. Il ne suffira pas d'y parvenir dans quelques pays seulement, aussi grands soient-ils.

Les sept objectifs internationaux de développement

1. Réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté.
2. Scolariser tous les enfants dans l'enseignement primaire d'ici à 2015.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes en éliminant les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005.
4. Réduire des deux tiers les taux de mortalité infantile et juvénile entre 1990 et 2015.
5. Réduire des trois quarts les taux de mortalité liée à la maternité entre 1990 et 2015.
6. D'ici à 2015, assurer l'accès aux services de santé génésique à tous ceux qui en ont besoin.
7. Appliquer des stratégies nationales axées sur le développement durable d'ici à 2005, de manière à réparer les dommages causés aux ressources environnementales d'ici à 2015.

Réduction de la pauvreté

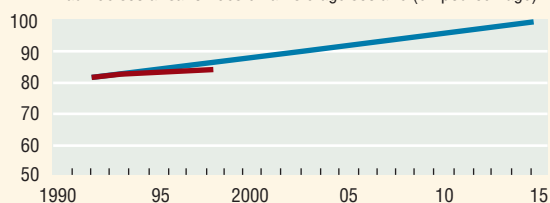
Proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour (en pourcentage)



L'objectif de réduction de moitié de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté ne sera pas facile à atteindre dans le délai proposé. Les progrès ont été inégaux selon les régions et il y a de grandes différences entre les pays d'une même région. La majeure partie de la réduction de la pauvreté dans le monde a eu lieu en Asie de l'Est, notamment en Chine. Dans le reste du monde, bien que la proportion de pauvres ait diminué, leur nombre a augmenté en raison de la croissance démographique. La proportion de pauvres reste la plus forte en Afrique subsaharienne.

Enseignement primaire universel

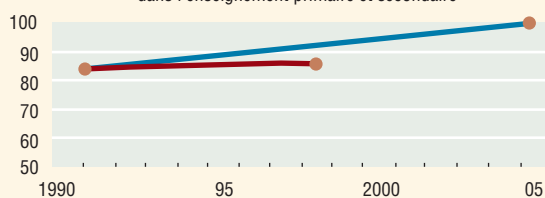
Taux de scolarisation des enfants d'âge scolaire (en pourcentage)



Les taux de scolarisation sont en augmentation dans la plupart des régions, mais il y a encore trop d'enfants non scolarisés. Il ne suffit pas d'accroître les taux de scolarisation; il est aussi crucial d'éliminer les disparités entre les sexes et entre riches et pauvres dans les taux de scolarisation et de veiller à ce que les enfants scolarisés aillent à l'école suffisamment longtemps pour achever leur instruction élémentaire.

Égalité des sexes

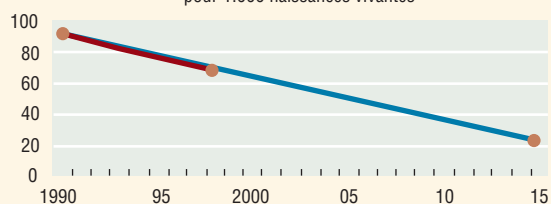
Pourcentage de filles par rapport aux garçons dans l'enseignement primaire et secondaire



L'égalité de l'accès à l'éducation est un moyen de promouvoir l'autonomie des femmes. Au niveau mondial, l'écart entre garçons et filles dans l'enseignement primaire et secondaire rétrécit. Mais les progrès ne sont pas assez rapides pour éliminer la disparité dans l'enseignement d'ici à 2005, et cette disparité persiste dans la vie économique et politique.

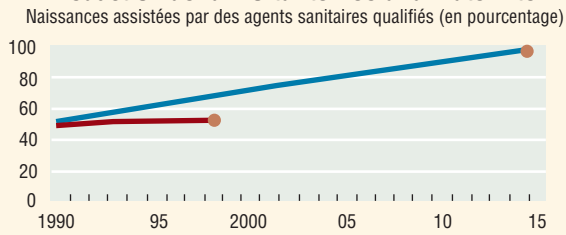
Réduction de la mortalité infantile et juvénile

Taux de mortalité des moins de cinq ans pour 1.000 naissances vivantes

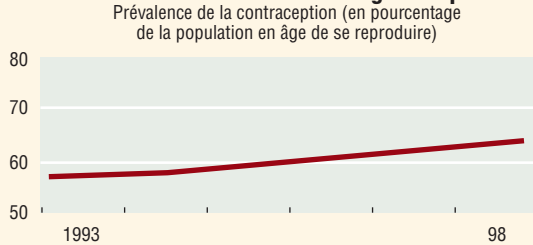


Les taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans ont diminué de plus de moitié entre 1960 et 1990. Mais les progrès ont ralenti dans les années 90. Dans la plupart des régions, un effort massif sera nécessaire pour réduire la mortalité des deux tiers d'ici à 2015. De nombreux facteurs contribuent à la forte mortalité : eau insalubre, immunisation inadéquate, guerres et conflits, niveaux élevés de pauvreté et de malnutrition, manque d'accès à l'éducation élémentaire, en particulier pour les filles, propagation du VIH/sida et résurgence du paludisme et de la tuberculose.

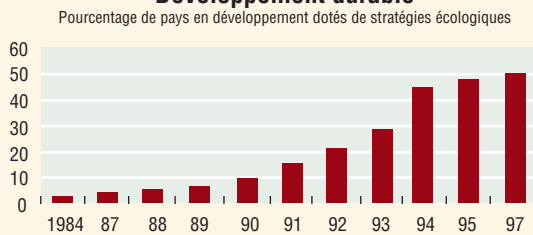
Réduction de la mortalité liée à la maternité



Accès aux soins de santé génésique



Développement durable



Des soins périnataux assurés par un personnel sanitaire qualifié peuvent largement contribuer à réduire la mortalité liée à la maternité, qui est d'un demi-million chaque année. La mortalité maternelle varie considérablement selon les régions — elle est faible en Amérique latine, mais très élevée en Afrique. Il faut investir davantage dans le système de santé pour améliorer la qualité et le champ des services de maternité et pour prodiguer aux pauvres des soins périnataux.

Pendant les années 90, l'emploi de la contraception a augmenté dans toutes les régions, mais l'Afrique est restée en retrait et il y a encore de gros besoins non satisfaits d'information et de services de qualité en matière de santé génésique, en particulier chez les adolescents. Avec le nombre croissant de personnes en âge de se reproduire dans les pays pauvres, le défi est de maintenir les progrès dans la décennie à venir.

L'amélioration de la gestion de l'environnement est bénéfique aux pauvres. Par exemple, près de 20 % de la population mondiale n'ont pas accès à l'eau salubre. Les forêts disparaissent et l'émission de gaz à effet de serre pourrait augmenter si les pays en développement suivent l'exemple des pays riches aujourd'hui. Des stratégies nationales de développement durable sont nécessaires, complétées par des mesures efficaces de conservation des ressources naturelles et de protection de l'environnement. Mais moins de la moitié des pays en développement ont une stratégie, et ils sont encore moins nombreux à l'appliquer. **F&D**



Eric Swanson (à gauche) est chef de programme dans le Groupe de gestion des données sur le développement à la Banque mondiale. Sanjeev Gupta est chef de la Division de la politique des dépenses publiques du Département des finances publiques au FMI.



Brian Hammond est chef de la Division des systèmes statistiques pour le développement à l'OCDE.



Richard Leete est coordinateur du groupe thématique sur les systèmes de collecte des données et les indicateurs à la Division politique et technique du Fonds des Nations Unies pour la population.